

Après le serpent monétaire, le serpent énergétique. Il est venimeux

Posté le : 18 octobre 2023 16:54 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Analyse sectorielle, Réforme, Economie et politique

En bourse, des contrats pour différence (CFD, pour « contract for difference » en anglais) sont des instruments spéculatifs à très court terme, utilisables avec des taux de levier réglementés. Ils sont très dangereux et interdits de publicité vers le grand public.

Ayant soudain découvert que fonder les prix de l'énergie et en particulier de l'électricité sur le cours volatile du gaz n'était qu'une totale folie lorsque tout le gaz est importé et dépend de la situation géopolitique, provoquant en France et en Europe à l'occasion le chaos dans l'industrie et les finances des ménages, la Commission vient d'organiser une concertation avec les Etats membre pour mettre en place une solution pérenne qui corrige les défauts du système. Il faudra avoir attendu trois ans de destruction industrielle et d'inflation énergétique avant que la solution entre en application en 2024.

L'Union européenne c'est lourd et c'est lent. Tant pis pour les dégâts ! À une époque qui ne jure que par l'agilité, cela fait un petit peu dérisoire. Mais bon !

Le cœur de la solution est également des CFD mais radicalement différents des CFD précédents. Il s'agit d'un « serpent énergétique » qui canalise les prix à long terme tout en laissant le marché fonctionner dans le tunnel de prix définis.

On est passé d'un système fondé sur le gaz à une usine à gaz bureaucratique.

Elle a pour but de conserver à la Commission un rôle de surveillant général plus puissant que les Etats, aux Allemands de contrôler le prix de l'énergie français, aux Français de sauver leur parc nucléaire et les prix bas à long terme qu'il peut favoriser. Surtout le lobby des Enr (énergie renouvelable) voulait conserver son système de subvention publique qui est sine qua non pour son existence. Autant dire qu'on s'est lancé dans une entreprise d'une grande complexité dont personne ne sait si elle sera favorable à la France, même si l'Exécutif crie à la victoire éclatante. Le Parlement européen où l'Allemagne et les lobbies des Enr dominant, peut encore changer la donne.

Quelle est la réalité française ?

Depuis le gouvernement Jospin l'industrie nucléaire a été saccagée et sa production réduite drastiquement par différents procédés. Ces 25 ans perdus sont désormais irrattrapables avant la fin prévue des centrales nucléaires existantes qui toutes risquent d'être à l'arrêt avant 2 050. La France est donc dans la situation de 1973 : construire une cinquantaine de centrales d'ici à 2 050 pour retrouver la capacité de produire au moins 500 Twh d'électricité. À l'époque la France était encore autonome et pouvait exercer sa souveraineté en faisant financer par l'Etat et les marchés financiers cet énorme investissement. Aujourd'hui elle est sous tutelle de la Commission qui le lui interdit. Que l'Etat paie pour les centrales nucléaires est considéré comme une distorsion de concurrence ! L'Allemagne ne veut plus que la France tire bénéfice de son investissement nucléaire. Les écolo-politiques et les lobbies veulent que tout l'argent public aille aux Enr.

Comme tout le monde le sait aujourd'hui, les Enr sont des énergies intermittentes et désynchronisées structurellement avec la demande. On ne produit pas nécessairement quand les besoins sont au maximum et on produit éventuellement beaucoup quand la demande n'est pas là. Le prix spot de l'énergie produite par les Enr peut être négatif car il faut payer pour s'en débarrasser ou flamber lors d'un pic de consommation. Et cela heure par heure et presque minute par minute.

Faire coexister une énergie de long terme, pilotable assez lourdement tout de même (les centrales nucléaires sont moins pilotables que les centrales à gaz), qui peut satisfaire tous les besoins dans le cadre d'une politique de prix stable à long terme, avec des Enr dispersés fournissant de l'énergie de façon anarchique et découplée des besoins, dont la valeur peut devenir négative, est, disons, un défi.

Les investisseurs ne veulent y aller, dans les Enr, que si la rentabilité est garantie par l'état. En France certains groupes ont fait fortune sur ces marchés administratifs totalement déconnectés des marchés et des besoins. On produit moins d'électricité que de pognon pour les investisseurs autorisés à être dans la boucle.

En l'état, la France sera incapable de satisfaire ses besoins énergétiques en 2 050 et tout le monde s'accorde à dire qu'il lui faudra mettre en œuvre comme en Allemagne des centrales à gaz pendant deux ou trois décennies pour faire la soudure ! On s'est moqué de l'imprévision allemande mais de facto nous sommes dans la même situation. Du coup, la question de la recherche et de l'exploitation de gaz de schiste en France devient un enjeu. Chut !!!!

La France aurait pu comme l'Espagne et le Portugal sortir du système de prix européen dès les difficultés si E. Macron n'avait pas fermé Fessenheim. On aurait alors appliqué un prix fixe pour 80 % de notre approvisionnement et un prix de marché encadré pour 20 %. Et on n'aurait investi à notre guise pour remplacer rapidement notre parc nucléaire afin d'être près en 2 050.

Au lieu de cela Emmanuel Macron a voulu jouer à fond la carte européenne, contre l'intérêt des Français et après avoir détourné des ressources rares dans le plan de relance européen qui est bien parti pour coûter des dizaines de milliards au pays, il se met sous tutelle pour relancer le parc des centrales nucléaires. Tout en accélérant dans la construction d'éoliennes de plus en plus problématiques et attentatoires à la vie des fronts de mer et des campagnes.

La conséquence est et sera un appel continu à la sobriété des Français dont on exigera par tout moyen qu'ils limitent leur consommation d'énergie. Pendant au moins un quart de siècle !

Le malthusianisme violent et moralisateur va croître embellir. Il portera atteinte aux entreprises comme aux particuliers et sèmera les faillites et la régression des acquis civilisationnels de la croissance, tout en limitant un peu plus l'exercice autonome de la souveraineté française, les libertés et la propriété.

Pas de quoi battre des mains et se réjouir. Tout cela est catastrophique.